

« Il faut savoir terminer une révolution » : L'Éthiopie depuis 1984

LE 12 septembre 1984, à l'occasion du X^e anniversaire de la révolution, lors d'une cérémonie solennelle agrémentée d'une gigantesque chorégraphie politique comme seuls les spécialistes nord-coréens savent en produire, le gouvernement militaire provisoire éthiopien (PMAC selon ses initiales anglaises) proclamait la naissance du PTE (Parti des travailleurs éthiopiens), premier réel parti marxiste-léniniste du continent africain. Dans la foulée, le PMAC annonçait sa prochaine auto-extinction et la formation d'une République populaire et démocratique pour le prochain anniversaire de la révolution.

Avec les trois mois d'avance de solde accordés aux fonctionnaires, l'achat d'un million deux cent mille dollars de whisky, les invitations des délégations étrangères, les fêtes, les réceptions et les décorations, la note des festivités du X^e anniversaire de la révolution se montait à 120-150 millions de dollars. L'ironie des journalistes étrangers et l'amertume des responsables de l'aide humanitaire s'exercèrent naturellement sur cette « extravagance » qui s'était imperturbablement déroulée alors que la famine menaçait des millions d'Éthiopiens dans les provinces du nord.

Quelque compréhensible que soit cette réaction, elle méconnaît une dimension essentielle de la situation éthiopienne : l'ombrageuse fierté nationale du plus vieil État d'Afrique en dehors de l'Égypte, héritier obstiné des gloires d'Axoum et des Negus jusqu'au cœur même de son modernisme socialiste. La grandeur nationale doit être reconnue, perçue, presque touchée, tant par le peuple que par les étrangers. Le rude parcours du combattant politique, semé de conflits parfois sanglants qui avait transformé le COPWE (1) en PTE, devait se poursuivre jusqu'à l'instauration formelle d'une républi-

que et d'une constitution nouvelles. Étant donné le caractère largement rhétorique d'une telle auto-institutionnalisation, son importance a été sous-estimée. Elle ne résidait évidemment pas dans le contenu manifeste des nouvelles institutions — assemblée massive et docile, nouveau dessin des frontières intérieures, censé résoudre miraculeusement le problème des nationalités, parti-État courroie de transmission d'un politburo coopté) — mais dans leur contenu latent, c'est-à-dire dans leur valeur symbolique concrétisant une volonté politique.

Il est intéressant de se rappeler les réactions étrangères aux cérémonies du couronnement qui, le 2 novembre 1930, avaient fait du Ras Tafari Makonen le Negus Hailé Selassié : même critique du luxe (les 800 bouteilles de champagne envoyés par l'Allemagne), même incompréhension du besoin de formalisme, de la soif de reconnaissance internationale. De fait, le 12 septembre 1984 représente le même triple mouvement : une déclaration solennelle de force et de respectabilité à la face du monde; l'affirmation du « *menguist* » (pouvoir, puissance) d'un homme, hier chef de faction, aujourd'hui chef d'État ; l'institutionnalisation d'un État de fait et sa transformation en un État constitutionnellement défini.

Cependant, si nous regardons derrière ce mouvement formel, nous distinguons un ensemble de problèmes que la nouvelle institutionnalisation est censée conjurer par l'opération prestigieuse du verbe officiel. Le premier d'entre eux est la famine.

La famine

Tout se joue sur cette toile de fond. Dès le début de 1984, la RRC (*Relief and Rehabilitation Commission*) dirigée par Dawit Wolde Giorgis, a tiré la sonnette d'alarme. Le COPWE, tout occupé à ses plans de proclamation du PTE et se rappelant le rôle joué par la grande famine de 1973 dans la chute de l'empereur, refuse tout d'abord de faire appel à l'aide internationale. Cependant la situation est telle qu'il est impossible de nier plus longtemps la réalité (2) et en octobre 1984 Dawit parle d'un déficit céréaliier de 535 000 t. En novembre, on en sera à 1,2 million de tonnes. La suite est connue : c'est la vague de charité médiatisée, la déferlante de l'aide internationale et les polémiques quant à son utilisation, la compétition des gouvernements — qui vont jusqu'à engager leurs armées de l'air dans les parachutages de vivres — et des ONG accu-

(1) *Committee for Organizing the Party of the Workers of Ethiopia*. Ancêtre (provisoire) du PTE auquel il donna naissance au bout de huit ans.

(2) Notamment après l'explosion médiatique qui suit le film réalisé par le photographe kenyan Mohamed Amin.

sées de faire du « *charity business* » et qui se flattent au contraire d'être plus près des problèmes que les grandes machines étatiques, etc. Bientôt, les controverses culmineront avec l'expulsion de MSF (Médecins sans frontières) en décembre 1985 sur la question des transferts de population (voir ci-dessous). Au-delà de la polémique franco-française qui va se développer autour de MSF, quatre positions se dessinent sur la question des responsabilités dans la famine ; ce sont des livres publiés à l'époque qui les représentent le mieux :

1. Celle du géographe éthiopien Mesfin Wolde Mariam (3) qui critique dans un langage codé la non-reconnaissance par les pouvoirs publics éthiopiens de la gravité du problème écologique et agricole.

2. Celle de la RRC sous l'impulsion de Dawit Wolde Giorgis (4) qui rend compte de dix ans d'efforts (c'est la révolution qui a créé la RRC) et qui accuse la lenteur de la réaction internationale pour expliquer le désastre.

3. Celle des « éthiopiens » favorables au pouvoir, tel R. Pankhurst (5), qui voient dans la famine une sorte de fatalité historico-géographique et dégagent la responsabilité du PMAC.

4. Celle, particulièrement répandue en France, des critiques du régime, souvent marxistes repentis, qui voient dans la famine une occasion de mise en accusation globale de ce qu'ils ont adoré (6).

Tout l'effort de stabilisation institutionnelle du régime semble un moment suspendu à cette crise. Mais le propre des tempêtes médiatiques est d'être brèves. Le PMAC rejette en bloc toutes les accusations, la RRC travaille efficacement dans la mesure où on la laisse opérer (7), un mélange de générosité, de mauvaise conscience et de calculs stratégiques nourrit l'effort d'aide international et les pluies de la fin de 1985 ramènent un minimum de calme.

L'aide a été énorme (900 000 tonnes de céréales dont 440 000 envoyés par les USA) et marque une irruption des « farandji » (étrangers) dans l'équation politique intérieure de l'Éthiopie :

ce sont en un sens les Occidentaux qui ont permis la survie du régime.

(3) *Rural Vulnerability to Famine in Ethiopia* (1958-1977), New Delhi, Vikas, 1984.

(4) *The Challenges of Drought. Ethiopia's Decade of Relief and Rehabilitation*, Londres, 1985.

(5) *The History of Famine and Epidemics in Ethiopia prior to the XXth Century*, Addis Abeba, 1986.

(6) Voir par exemple A. Glucksmann et T. Wolton, *Silence, on tue*, Paris, Grasset, 1986.

(7) Son directeur, D.W. Giorgis, puis son directeur adjoint, B. Deressa, chercheront asile aux USA en décembre 1985 et juin 1986.

Par ailleurs, au-delà de l'actualité resté posé le problème des régions de « *Dega* » et de « *Woina Dega* », ces terres hautes de l'Abyssinie, surpeuplées et surexploitées.

En effet en pleine crise, on publiait les résultats du recensement de 1984, soit une population d'environ 46 millions d'habitants. En tenant compte d'un taux de croissance annuel de 2,9 %, la Banque mondiale projette une population de 49 millions en 1990 et 65 millions en 2000. Le déficit céréalier structurel qui est de plus d'un million de tonnes à l'heure actuelle pourrait dépasser deux millions de tonnes à la fin du siècle (8). Face à la contradiction que constituent le surpeuplement relatif des hautes terres du cœur historique abyssin et le sous-peuplement des basses-terres (« *qolla* ») peuplées d'allogènes, le PMAC va répondre par une politique d'une trompeuse simplicité, qui constitue le second point important de cette période, celle des transferts de populations. Cette politique tant décriée, qui devait amener la mise en accusation du PMAC accusé de « génocide », datait en fait de vingt ans. Commencée dans les années 1960 avec l'appui d'experts américains, elle avait amené la réinstallation de 200 000 personnes dans les basses terres de l'ouest et du sud. Ces expériences n'avaient eu qu'un succès mitigé et en 1984, 57 des 83 sites de réinstallation n'avaient toujours pas atteint le stade de l'autosuffisance alimentaire. Dans le « plan de 10 ans » dévoilé en septembre 1984 à l'occasion du X^e anniversaire, la RRC avait fait inscrire la réinstallation de 200 000 colons de plus dans des zones de « *qolla* ». Mais dès novembre 1984, devant l'ampleur de la famine, le PMAC croit trouver une solution dans l'accélération pharaonique du mouvement : désormais ce seront 300 000 familles (soit 1,5 million de personnes d'après les prévisions) qui seront transférées en un an et non plus en dix ! Le budget prévu pour cette opération géante est de 17,5 millions de dollars soit 11,67 dollars par tête de transporté !

Très vite, le mouvement s'emballa. Dans les *Awraja* (districts) choisis comme régions d'émigration, les sections locales du PTE composées de petits cadres locaux en attente d'ascension sociale, reçoivent des quotas de transport à remplir. Désireux de respecter à tout prix la volonté d'Addis, ils vont se saisir des paysans n'importe comment, en profitant des moindres rassemblements (fêtes, marchés, distributions d'aide) et en « organisant » les transports dans la confusion.

Dans les lieux de réinstallations, comme les moyens manquent, on exige des associations paysannes locales qu'elles fassent d'énormes efforts pour aider les nouveaux arrivants (contributions de

(8) Voir P. B. Henze, « Ethiopia's Economic Prospects for the 1990s », Communication dactylographiée, X^e Congrès internatio-

nal d'études éthiopiennes, Paris, 23-26 août 1988 (à paraître).

40 birrs minimum par personne, outils agricoles à fournir, animaux de trait « prêtés », etc.). Les populations allogènes parmi lesquelles les nouveaux venus doivent s'installer (Goumouz, Oromo, Anouak) accueillent avec fort peu d'enthousiasme ces étrangers affamés qu'on aide en les dépouillant. Même les observateurs les plus modérés doivent admettre un taux de mortalité particulièrement élevé dans le cours de cette opération (9).

Avons-nous ici pour autant les « déportations de masse » vers des « camps de travaux forcés » que signalent certains auteurs (10), voire une répétition du « génocide des Khmers rouges » (11) ? C'est peu probable. Le problème se situe ailleurs, au niveau des structures mentales et du fonctionnement politique d'un État, passé sans changement intérieur profond d'un empire post-byzantin au marxisme militaire. A l'habitude du couple obéissance aveugle/révolte, s'est superposé le volontarisme, plus maoïste que soviétique, de soldats aux idées simples (12).

Ainsi, lorsque le gouvernement s'apercevra au début de 1985 que les transportés n'ont ni maisons ni moyens d'en construire, il enverra étudiants (et professeurs) de l'université d'Addis-Abeba dans les campagnes, pour y ériger 117 000 « *tukul* » (huttes paysannes) en un effort frénétique. Bien sûr, mal équipés, mal nourris, ignorants de ce travail typiquement rural, les étudiants ne produiront que de faibles résultats. La question essentielle, celle du financement de l'opération, sera toujours esquivée. En fait, pour assurer un strict minimum aux 591 000 personnes transportées entre fin 1984 et janvier 1986, il aurait fallu dépenser des sommes équivalent à plus de 18 % du budget total de l'État éthiopien (13). Dans un étonnant moment de réalisme, le président Mengistu lui-même reconnaîtra ce fait, en disant que le transfert auquel il pensait (3 millions de personnes) demanderait un an de budget (14). De fait, c'est un autre problème qui requiert alors le plus gros de l'effort financier éthiopien : celui des guerres.

(9) Voir G. Sivini, « Famine and the resettlement programme in Ethiopia, *Africa* (Rome), 1986, n° 2, pp. 211-242.

(10) P. Niggli, *Athiopien : Deportationen und Zwangsarbeitslager*, Frankfurt-am-Main-Evangelischer Pressendienst, 1985.

(11) Éditorial du *Wall Street Journal* du 3 octobre 1985.

(12) Trois ans plus tard, la brochure expliquant l'instauration de la République

populaire et démocratique s'intitulera *A Leap Across Centuries* (un bond à travers les siècles), Addis Abeba, WPE publications, sept. 1987.

(13) A ce sujet, voir G. Prunier : « Population Resettlement in Ethiopia : the Financial Aspect », texte dactylographié, X^e Congrès international d'études éthiopiennes, Paris, 23-26 août 1988 (à paraître).

(14) Discours du 9 février 1985.

Les oppositions armées

Celles-ci sont également prises dans les tempêtes de la famine et des transferts de population. Le 17 novembre 1984, le FPLT (Front populaire de libération du Tigray) attaque un convoi de transportés ; il entamera bientôt lui-même son propre exode organisé qui amènera plus de 400 000 Tigréens au Soudan.

Quant au FPLE (Front populaire de libération de l'Érythrée), il sent lui aussi l'arrivée d'une période d'urgence. Pour la première fois en cinq ans, il réunit son Comité central (8-11 septembre 1984) et joue habilement dans les media du refus de la « trêve de la famine » proposée au président Menguistu (décembre 1984). Il s'empare de Mersa Teklaï, de Barentu, de Tesseneï, s'ouvrant ainsi des routes tant vers le Soudan que sur la mer Rouge et capturant un très important butin militaire. Les conversations de Damas qui ont alors lieu avec le PMAC aboutissent à un échec (15).

Cependant, pour des raisons de politique interne des fronts, le gouvernement éthiopien va jouir d'un répit. Lors d'un congrès du FPLT, la tendance pro-albanaise s'empare du contrôle de l'organisation, ce qui lui coupe son soutien américain et entraîne bientôt une rupture du front commun avec le FPLE. Le président Menguistu déclenche une offensive (août 1985) qui permet aux gouvernementaux de reprendre toutes les villes perdues. Comme en 1982, le FPLE se retrouve dans son réduit de Nakfa (16).

Mais rien n'est joué pour autant. La guerre demeure un problème essentiel pour le régime et absorbe 46 % du budget. Pour faire face à des fronts sans cesse mieux organisés et toujours très combattifs, le PMAC procède à des levées massives de jeunes conscrits (110 000 hommes en 1985-1986). Le corps des officiers est las d'un conflit qui semble sans issue et où aucune victoire n'est définitive, comme le montre la destruction par des commandos du FPLE de la plupart de l'aviation de combat basée à Asmara (août 1986). De plus, l'attitude hautaine des conseillers militaires russes est souvent très mal acceptée. Mais l'obstination nationaliste du président Menguistu demeure cependant plutôt bien perçue dans une opinion publique très attachée à l'intégrité territoriale de l'Éthiopie. Une des forces du PMAC réside dans les divisions de ses adversaires. Il n'y a pas de synergie des oppositions armées qui se divisent en :

(15) Étant donnés les liens entre Damas et Moscou, il semble probable que l'URSS patronnait cette rencontre. On remarque là l'un des premiers signes du lent virage de la politique soviétique vis-à-vis d'Addis-Abeba.

(16) Mais il s'est retiré en bon ordre, en conservant tout l'armement lourd capturé (artillerie, blindés). C'est cet équipement qui permettra la foudroyante contre-attaque du printemps 1988.

- « nationalistes pragmatiques » (FPLE) contre « révolutionnaires dogmatiques » (FPLT) ;
- « unitaires » qui visent le pouvoir à Addis et placent parfois leurs espoirs dans un putsch au sein de l'armée (17) ; et par ailleurs les « sécessionnistes » (FPLE) ou les « autonomistes » (FPLT) ;
- divers courants de gauche (toutes les organisations susmentionnées) et une droite libérale (EPDM) voire monarchiste (EDU), qui a le soutien des USA.

Le printemps 1987 va voir une soudaine accélération des mouvements militaires. Du 12 au 19 mars, le FPLE organise, dans les territoires qu'il contrôle, un impressionnant 2^e Congrès, le premier depuis de nombreuses années. Ce congrès marque finalement l'unité des mouvements érythréens, la plus grande partie du vieux FLE, organisation « historique » de la rébellion, acceptant de rejoindre le FPLE (18).

Entre juin et septembre 1987 le FPLE puis le FPLT vont se lancer à l'offensive (bien que demeurant très hostiles, ils ont conclu des accords de coopération tactique). Afabet va tomber aux mains des Érythréens, avec un énorme butin militaire, tandis que Tesse-neï, Barentu et Agordat seront abandonnées sans combat par leurs garnisons. Au début de 1988, les Tigréens s'emparent d'Adigrat, d'Axoum et d'Adoud. L'armée éthiopienne, minée par les désertions et les mutineries, paraît un moment au bord de l'effondrement. Le 31 mars 1988, dans un discours prononcé devant le Comité central du Parti des travailleurs éthiopiens, le président Mengistu reconnaît que « *ce nouveau chapitre de notre histoire... est d'une importance décisive pour notre existence même* », chantage aux sentiments nationalistes pour les uns, vibrant appel à défendre la patrie en danger (« *Ethiopia tikkem* ») pour les autres, le ton est donné par le nouveau slogan du régime « tout pour le front de la guerre ».

L'accord du 4 avril avec la Somalie permet de libérer 50 à 60 000 hommes cantonnés dans l'Ogaden et de préparer la contre-offensive (19). Celle-ci est principalement dirigée contre le FPLT. Après la prise du col d'Amba Alagi, Korem, Alamata et Maychew repassent aux mains des gouvernementaux qui rouvrent la route du

(17) Ce sont les positions du Meï'son et du PRPE, les partis « gauchistes » écrasés par le PMAC pendant la révolution, mais qui ont survécu dans certaines régions.

(18) La mort d'Osman Saleh Sabbe au Caire en avril accélérera la fusion et marquera une certaine distanciation des Saou-

diens, l'un des bailleurs de fonds des Érythréens, qui trouvent le FPLE trop marqué à gauche et trop dominé par les chrétiens.

(19) Ils seront transportés vers le Nord grâce à un pont aérien soviétique. Mais l'URSS a assorti cette aide de conditions.

nord. En Érythrée, l'armée éthiopienne a plus de mal et subit des pertes importantes en dégageant Keren.

Quelques partiels que soient ces succès, le régime a néanmoins évité le pire, c'est-à-dire des revers tels que l'armée elle-même aurait pu se défaire et se retourner contre ses chefs. Les bruits de négociations faits dans les coulisses, tant par le FPLE que par Addis, semblent plutôt relever de l'avantage diplomatique que d'une volonté réelle de trouver une issue politique. En effet, les termes d'auto-détermination, d'autonomie régionale ou d'autonomie administrative, recouvrent des significations très différentes selon les différents locuteurs du « dialogue » politique.

Le phénomène de villagisation

Entreprise en février 1985, cette politique est considérée comme consubstantielle à l'existence même de la République populaire et démocratique, puisqu'elle sera inscrite comme telle dans l'article 10, paragraphe 3 de la nouvelle Constitution (20). La villagisation consiste à regrouper les paysans vivant en habitat dispersé pour pouvoir amener dans les nouveaux villages les services essentiels (eau potable, écoles, dispensaires). Les déplacements, contrairement à ceux des transferts de population qui jouaient sur 1 000-1 500 km n'ont lieu que dans un rayon de 50-60 km. Ils sont faits à pied et les maisons sont souvent transportées en bloc d'un point à l'autre. L'ampleur du mouvement est énorme. Dans un discours du 10 avril 1986, le président Mengistu parle de 2,8 millions de personnes ainsi regroupées depuis février 1985 ; fin 1987, les observateurs des ONG étrangères estiment que le chiffre est passé à 7 millions. De fait, le « phénomène villagisation (21) » est loin d'être homogène. Il faut distinguer au moins trois types de situation.

1. Celui de l'Arsi (22) où la villagisation réalisée dans le calme n'a guère troublé la production agricole. Elle n'a cependant pas permis l'installation des services attendus, par manque de moyens financiers.

2. Celui du Shoa, où la villagisation a entraîné des soubresauts (deux petits soulèvements courant 1986 et l'exode de quelque 40 000

(20) Les transferts de population auront le même statut (art. 10, parag. 2). Au-delà d'un entêtement typiquement abyssin face aux critiques étrangères, voir notre discussion, en conclusion de cet article, sur le sens de la révolution éthiopienne.

(21) En Éthiopie, toute la population sédentaire rurale devrait être « villagisée ». Si un souci de contrôle policier est un des

motifs il n'est pas le seul et, pour avoir personnellement visité plusieurs de ces villages, nous pouvons ajouter que les images « miradors/barbelés » de certains articles à sensation n'ont aucune réalité.

(22) Voir l'excellent rapport de J. Cohen et N. Isaksson, *Villagization in the Arsi region of Ethiopia*. Uppsala, Swedish University of Agricultural Sciences, 1987.

personnes avec leur bétail, vers les maquis PRPE de la région de Gondar).

3. Celui de la province de Harar où la villagisation s'est exercée presque exclusivement en pays oromo (23) et où les nouveaux centres, appelés « *Safaratabia* » (station d'implantation, un terme de colonisation militaire), ont dû être remplis de force. Surtout dirigée contre le Front de libération oromo, la villagisation au Harar a amené plus de 70 000 Oromo à se réfugier en Somalie, tandis que plusieurs sheikhs musulmans qui prêchaient la résistance étaient exécutés.

De toute manière, même lorsque la politique poursuivie à pu s'exécuter dans le calme, elle demeure extrêmement problématique. La Tanzanie, qui avait tenté une expérience similaire en 1974-1975, en connaît bien les difficultés (24). Les champs les plus éloignés sont abandonnés par les paysans qui n'ont plus le temps de s'y rendre, le bétail, concentré autour des demeures, sur une trop petite surface de pâturage, est souvent partiellement abattu, les récoltes, mal surveillées à cause des distances, sont endommagées par les animaux sauvages, etc.

La situation économique

En dépit du vaste potentiel de l'Éthiopie, la situation est devenue assez préoccupante : depuis la révolution, le taux de croissance annuel stagne à 1,4 % par an tandis que l'accroissement démographique est d'au moins 2,8 %. Le plan de dix ans (1984-1994) rendu public lors du dixième anniversaire de la révolution prévoyait 15,6 milliards de dollars d'investissements pour aboutir à un doublement du PIB à la fin de la décade (25). Ceci suppose un taux de croissance constant de 6,5 % par an et 70 % des investissements financés de l'étranger. Une telle masse d'investissements ne se fait pas sans conditions politiques, ce qui amène évidemment à poser le problème des choix essentiels du pouvoir éthiopien dans les différents domaines économiques.

(23) Ni les Afar ni les Somali, nomades, ne s'y prêtaient.

(24) Voir notamment Z. Ergas, « Why did the Ujamaa village policy fail? Towards

a global analysis ». *Journal of Modern African Studies*, XVIII, 3 (1980), pp. 387-410.

(25) Pendant la même période, la population aura augmenté de 40 %.

L'agriculture

Elle représente 48 % du PIB selon les statistiques officielles, mais sans doute plus dans la réalité. Experts occidentaux et soviétiques (26) se retrouvent dans leurs analyses des déficiences de la politique agricole :

- un système de prix aberrant (le teff, céréale de base, est acheté par l'État 40 birr les 100 kg alors qu'il en vaut 280 sur le marché libre), décourage les paysans et favorise la contrebande vers l'étranger ;
- la restriction du transport et du stockage des grains (appelés « trafic » et « spéculation ») ne permet ni péréquation régionale, ni constitution de réserves et favorise les disettes ;
- les quotas des livraisons obligatoires à l'*Agricultural Marketing Corporation* sont fixés de manière irréaliste ;
- les fermes d'État (2 % des surfaces cultivées) et les coopératives (*idem*) reçoivent entre elles 80 % des investissements et crédits agricoles.

Ce surinvestissement se fait aux dépens d'une petite paysannerie complètement négligée alors que la villagisation trouble ses méthodes de production.

D'où, avec une production céréalière qui a connu un maximum d'environ 6,4 millions de tonnes en 1982/1983 mais qui depuis stagne aux environs de 5, le danger d'un déficit céréalier structurel d'un à deux millions de tonnes par an.

La production de café, première ressource exportable culmine à environ 3 millions de sacs. Le quota ICO de l'Éthiopie est d'environ 1,2 à 1,4 million de sacs, ce qui représente des ressources de 280 à 300 millions de dollars par an. Une partie non négligeable est vendue en contrebande par la Somalie et par Djibouti où les prix payés aux producteurs sont plus de deux fois ceux que leur offrent les organismes d'État.

Les cuirs et peaux constituent la seconde source de revenus mais stagnent à environ 40 millions de dollars par an (bien que l'Éthiopie ait le premier cheptel du continent) pour la même raison, les bas prix d'achat officiels.

L'industrie

Elle est surtout concentrée dans l'agro-alimentaire (51 %) et les textiles (23 %). Avec environ 10 % du PIB, le secteur manufactu-

(26) Cf. le désormais fameux « rapport Sokolov » (septembre 1985) qui est commenté dans le livre de C. Clapham, *Continuity and*

Change in the Ethiopian Revolution (à paraître à Londres chez Mac Millan, fin 1988).

rier éthiopien stagne en dépit d'une qualification de sa main-d'œuvre souvent exceptionnelle pour l'Afrique. Là encore, les problèmes tiennent souvent à la nature des fonctionnements étatiques qui répartissent les intrants essentiels (devises, pièces de rechanges, matières premières) plus en fonction des décisions bureaucratiques que des performances réelles des entreprises.

Les services

Ils sont probablement le domaine dans lequel l'économie éthiopienne réalise sa meilleure performance, particulièrement dans le domaine des transports. 6 000 km de nouvelles routes goudronnées ont été construites depuis 1983 (Assab, Harar, Nekemte, axe central du Sidamo, etc.). Le grand projet d'un chemin de fer Addis-Awash-Assab (871 km) pour lequel le COMECON a promis un financement en octobre 1987 risque d'achopper à cause des coûts sur une ligne dont le tracé demande énormément d'ouvrages d'art (sans doute plus de 700 millions de dollars). C'est ce qui a amené le ministre des Affaires étrangères, Berhanu Bayeh, lors de sa visite à Paris en février 1988, à solliciter l'aide du gouvernement français pour « rajeunir » le vieux chemin de fer de Djibouti dont le rôle a bien diminué depuis 1977.

Le cas d'*Ethiopian Airlines*, la meilleure des compagnies aériennes africaines qui rapporte annuellement 5 millions de dollars de bénéfice net, est exemplaire. En effet, le président Mengistu lui-même est intervenu pour qu'on lui laisse toute liberté d'opération, notamment dans le domaine des achats de matériel où des appareils occidentaux ont été choisis en dépit de la pression soviétique (Boeing 767 pour les longs courriers, ATR 42 franco-italien pour les lignes intérieures). L'excellence de la main-d'œuvre fait des ateliers de *Bolé Airport* le centre d'entretien d'un nombre sans cesse croissant de lignes étrangères, et même d'appareils privés.

La situation financière

Elle est moins mauvaise qu'il ne pourrait le sembler, surtout à cause d'une gestion monétaire très conservatrice, comme souvent dans les pays communistes. Un faible taux d'inflation, de l'ordre de 2,5 % par an, et un endettement modéré (environ 2 milliards de dollars soit 35,7 % du PIB) avec un service qui n'excède pas 26 % de la valeur des exportations (27). Mais la baisse régulière des exportateurs et l'accroissement tout aussi régulier des

(27) Nous excluons ici la dette militaire vis-à-vis de l'URSS, estimée entre 4 et 10 milliards de dollars, mais dont le rembour-

sement est évidemment soumis à des impondérables de nature tout à fait différente.

importations a introduit depuis 5-6 ans un déséquilibre de la balance des paiements dont les conséquences (endettement et service croissant de la dette) mettent en péril tout l'édifice de l'orthodoxie financière (28). Cette dépendance accrue de l'Éthiopie vis-à-vis du monde extérieur donne donc une importance croissante à sa politique étrangère.

Les relations internationales

La famine et la guerre placent l'Éthiopie dans une position de dépendance structurelle par rapport aux pays industrialisés, tandis que son poids de petite puissance régionale la met à son tour dans une position d'influence à l'égard de ses voisins.

L'URSS, principal fournisseur d'armes et garant sans faille du régime depuis dix ans, marque des signes de fatigue dans son appui à Addis-Abeba. Les critiques économiques se sont récemment faites plus insistantes (cf. le « rapport Sokolov » cité ci-dessus) tandis que la visite à Moscou du président Mengistu en avril 1987, puis à nouveau en juillet 1988, étaient des occasions pour les Soviétiques de pousser à des règlements négociés des conflits régionaux où est impliqué leur allié.

Les négociations avec Mogadiscio, entreprises pour satisfaire Moscou, ont été conclues en quelques jours alors qu'elles traînaient en longueur depuis un an, lorsque la pression militaire FPLE/FPLT en a soudain rendu les termes utiles à Addis. Cependant l'URSS n'a pas craint d'entrer directement en contact avec les indépendantistes érythréens lorsque trois de ses conseillers militaires ont été capturés vivants après la prise d' Afabet (19 mars 1988). S'agit-il d'un « syndrome afghan » ? Pourtant, le pont aérien vers le nord en avril-mai-juin 1988, les promesses de financement du chemin de fer d'Assab, les 250 000 tonnes d'aide céréalière pour les six premiers mois de 1988 (29) montrent que malgré une certaine prise de distance, on est encore loin d'une rupture entre Addis-Abeba et Moscou.

La CEE, si l'on en dissocie l'Italie, a dans l'ensemble une attitude allant de l'hostilité modérée (Grande-Bretagne) au soutien sans illusions (Allemagne fédérale). Le soutien européen, surtout chari-

(28) Voir Eshetu Chole, « Ethiopia's external trade 1976-1986 », texte dactylographié, Communication présentée au X^e Congrès international d'études éthiopiennes, Paris, 23-26 août 1988 (à paraître).

(29) L'URSS était piquée au vif par les

critiques concernant son attitude pendant la famine de 1984-1985. « Perestroïka » obligeant, Moscou est d'un seul coup devenu le premier donateur, devant les USA (142 000 t).

table, se monte à un peu plus de 100 millions de dollars par an, soit environ 16 % de l'aide reçue par l'Éthiopie.

L'Italie, quant à elle, pratique une politique indépendante d'appui systématique à hauteur de 80 millions de dollars par an. Le grand projet agricole et hydroélectrique de Tana-Belès représente plus de 200 millions de dollars et, implanté en pleine zone de réinstallation des populations déplacées, a soulevé de graves réserves politiques à Rome. La diplomatie italienne dans la zone, à la fois active et confuse, cherche à jouer les bons offices entre Addis et Mogadiscio.

Quant aux États-Unis, ils accordent au coup par coup une importante aide charitable mais refusent toute aide au développement. Après avoir connu de nombreuses déconvenues dans leurs entreprises d'aide à certaines des oppositions armées, ils ont tenté une « politique de présence » pour se présenter comme une solution de rechange à l'alliance russe (30). De nombreux signes montrent qu'ils commencent à se fatiguer d'une politique qui a porté si peu de fruits (31). Le Soudan cherche surtout à obtenir d'Addis-Abeba un arrêt de l'aide qu'il apporte à la SPLA (*Sudanese Peoples Liberation Army*) du colonel John Garang. Pour le gouvernement éthiopien, il ne pourrait s'agir que d'un marchandage qui ferait pendant à un étranglement par Khartoum des mouvements érythréens qui trouvent asile sur son territoire. Le déclin du FLE, la montée en puissance du FPLE avaient entraîné une certaine désaffection saoudienne envers les Érythréens. En conséquence, Ryad avait envoyé une très importante délégation aux fêtes de proclamation de la République populaire et démocratique à Addis en septembre 1987. Une commission mixte d'aide économique avait été créée, le chiffre de 200 millions de dollars d'aide avancé. Deux mois plus tard, le SPLA, soutenu par l'artillerie lourde éthiopienne, s'emparait des villes soudanaises de Kurmuk et Queissan, et Khartoum faisait appel à la « solidarité arabe ». Le rapprochement Ryad-Addis, sans être brisé, en a été nettement ralenti. Par ailleurs, en dépit de ses multiples déclarations d'intentions, Khartoum n'a jamais voulu — ou pu — arrêter les activités du FPLE sur son territoire.

La Somalie, après avoir signé l'accord de paix du 4 avril 1988, a vu les troupes du MNS (Mouvement national somali), désormais le dos au mur, se jeter à l'offensive dans le nord du pays. Addis,

(30) D'où le refus d'aider les Érythréens, contre qui ils avaient l'empereur et en qui ils voient d'inévitables antagonistes à tout régime central.

(31) Et notamment l'ouvrage de D. Korn, *Ethiopia, the United States and the Soviet Union*, Londres, Croom Helm, 1986. L'auteur

était l'ambassadeur américain à Addis de 1982 à 1985 et son livre est publié avec l'accord du Département d'État. Il se fait l'écho d'un désenchantement certain vis-à-vis de la « politique de présence » US dont il pense qu'elle n'a eu aucune influence sur les événements.

après avoir aidé le MNS pendant des années (32), semble avoir tenté de respecter ses engagements ; mais sur le terrain, il est hors de doute que le « cadeau de divorce » des officiers éthiopiens aux combattants du MNS était important et leur a donné les moyens d'une offensive désespérée dont Addis prétend tout ignorer.

Le Kenya, allié fidèle et silencieux d'Addis pour cause de crainte commune de la Somalie, a renouvelé discrètement le 28 août 1987 le traité militaire d'assistance mutuelle signé en 1963 et qui arrivait à expiration. A l'écart de toute idéologie ou alliance plus vaste, Nairobi tient beaucoup à ses liens avec l'Éthiopie. Des manœuvres conjointes ont fréquemment lieu et l'armée kenyane dispose d'une autorisation permanente pour poursuivre en territoire éthiopien les voleurs de bétail borana qui razzient parfois le nord du pays.

Marxistes-léninistes ou jacobins

La proclamation de la nouvelle constitution fondant la République populaire et démocratique a constitué un impressionnant exercice. Repoussée d'année en année depuis la création du parti en 1984, la Constitution créait une assemblée, le Shengo, comprenant 835 membres élus sur des listes de candidats pré-sélectionnés par le PTE (en moyenne, 3 par circonscription).

Le moment se voulait historique. Dans le document de présentation, pas de trace de Marx ni de Lénine mais les bénédictions croisées de l'Abouna Tekla Haimanot, patriarche de l'Église orthodoxe éthiopienne et de l'Iman Haj Mohamed Sani Habib. 25 000 groupes de discussion ont gravement débattu du texte (sous la direction des cadres du PTE) et 82 % des votants l'ont approuvé au cours d'un référendum moins formel qu'on a bien voulu le dire. Un énorme effort de redécoupage administratif bouleverse la carte de l'Éthiopie : les nouvelles provinces sont plus nombreuses (24) et plus petites ; il y a 5 régions autonomes dans les « zones de crise » (Tigray, Érythrée, Pays Afar Ogaden, Harar) et 340 « awraja » (districts) au lieu de 102.

Mais le pouvoir réel ne change pas : le « Conseil d'État », nouvelle instance dirigeante officielle, n'est que la reconduction du Bureau politique du COPWE, puis du PTE, c'est-à-dire à 80 % une quatrième incarnation du « noyau dur » du Dergue issu du coup d'État interne de février 1977.

(32) Par logique géopolitique, le MNS — aucun effort pour adopter une phraséologie marxiste. — encore moins que le SPLA — ne faisant

Treize ans après la déposition de l'empereur Hailé Sélassié, la révolution éthiopienne, soucieuse de respectabilité et de continuité, cherche donc à pérenniser ses institutions d'État.

Mais il ne faut pas oublier qu'elle ne l'a fait qu'après avoir institutionnalisé le Parti.

Alors, marxiste-léniniste ou jacobine ? Les deux, sans doute, et pour en comprendre le dosage, il faut sans cesse avoir présent à l'esprit l'imbrication des facteurs politiques, sociaux, économiques, militaires et diplomatiques que nous venons de tenter de résumer au cours de ces pages.

Ce qu'il ne faut pas oublier en considérant l'évolution de la révolution éthiopienne, c'est que, comme beaucoup d'autres avant elle, elle constitue un « rattrapage de modernité », une tentative de « bond à travers les siècles » comme le dit la brochure déjà citée sur la proclamation de la République populaire et démocratique. Et ce rattrapage, commencé au nom des idéaux populaires et démocratiques, se trouve rapidement placée sous le signe de l'autoritarisme par un mécanisme que François Furet analysait fort bien à propos de la vision de la révolution française par Edgar Quinet (33) :

« En Angleterre ou aux États-Unis, la révolution religieuse a précédé la révolution politique offrant ainsi à la démocratie un terrain préalable et propice. Au contraire en France... l'esprit nouveau doit être inventé contre la religion et l'église établie (34)... Comme fondement, il ne peut recourir qu'au droit naturel et à l'abstraction philosophique des droits de l'homme soit un système d'idées savantes, apanage des gens cultivés, peu propres à constituer un trésor collectif de croyances : comment un peuple passera-t-il du plus vieux au plus neuf... La Révolution (ici Française) est condamnée à la rechute dans les malédictions du passé, c'est-à-dire à la servitude politique... le prétexte du Salut Public (35)... s'incarne dans le triomphe des Montagnards sur les Girondins. Les deux partis ont le même but... Mais les Girondins qui n'ont pas mesuré l'immensité de la tâche, pensent l'accomplir dans la fidélité à l'esprit nouveau. Les Montagnards, eux, ont mesuré le poids du passé et ils l'assument. Ils reconstituent le pouvoir absolu au service de la révolution, redoublant la passion révolutionnaire du génie de l'Ancien Régime. »

(33) « La fatalité de l'ancien régime », *Le Nouvel Observateur*, 10-16 juillet 1987.

(34) Les statuts du PTE font de l'athéisme une obligation (d'ailleurs peu suivie) pour ses membres.

(35) « Tout pour le front » dit le PTE en faisant appel à l'esprit de maintien de l'intégrité nationale.

Remplaçons « Montagnards » par Dergue et « Girondins » par Mei'son et PRPE : l'analogie est frappante !

C'est au nom d'Axoum, du Négus Thewodros et des vainqueurs d'Adoua que le président Menguistu proclame la République populaire, c'est-à-dire au nom du « génie de l'ancien régime » au service de révolution. Et, fort de cette double légitimité, il pourrait faire sienne la terrible formule de Carrier (peut-être apocryphe) :

« Nous ferons un cimetière de la France plutôt que de ne pas la régénérer à notre manière. »

Transferts de population, villagisation, nouveau découpage administratif, répondent à cette préoccupation d'ordre, d'harmonieuse symétrie, qui est tapie au cœur de tout utopisme. Les quatre dernières années ont marqué en Éthiopie l'apogée d'un processus que l'on peut considérer avec horreur, sympathie ou un simple intérêt scientifique, mais qui doit être pris au sérieux car il correspond, avec toutes les contraintes locales — qui, rappelons-le, ont été avec leurs spécificités, le lot de toutes les révolutions — à l'ultime incarnation d'un principe de transformation socio-politique à la fois utopique et violent qui plonge ses racines jusqu'à l'acte fondateur de notre propre et douloureuse modernité.

Gérard Prunier
CNRS/CRA

ERRATA

Dans l'article de Anne-Marie Pillet-Schwartz, *Togo : suffit-il d'être Kabyè pour accéder au développement ?*, paru dans le numéro 32 de *Politique africaine*, il faut lire :

- p. 87, ligne 4 : « 7^e degré » et non « 17^e parallèle ».
- ligne 42 : « 375 000 » et non « 37 500 ».
- p. 88, ligne 37 : « USAID-FE » au lieu de « USAID-FED ».